

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2000 — 2460

[C — 2000/29352]

**24 AOUT 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application de l'article 49 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, pour l'année scolaire 2000-2001**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement à horaire réduit, modifié par les décrets du 18 mars 1996, 24 juillet 1997, 17 juillet 1998, 4 janvier 1999 et 8 février 1999;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, modifié par les décrets du 17 juillet 1998, 8 février 1999, 26 avril 1999 et 20 juin 2000, notamment l'article 49;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire notamment l'article 17 modifié par les arrêtés du 30 août 1989, 15 juillet 1996, 4 janvier 1999 et 5 mai 1999, l'article 18 modifié par les arrêtés du 1<sup>er</sup> juin 1987, 30 août 1989, 19 juillet 1993, 15 juillet 1996 et 4 janvier 1999, l'article 25 modifié par les arrêtés du 24 avril 1995, 15 juillet 1996, 2 avril 1998 et 4 janvier 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2000;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 49 du décret du 24 juillet 1997 permet au Gouvernement d'autoriser la réalisation de certains profils de formation sous forme d'enseignement en alternance pour autant que les programmes d'études spécifiques assurent de manière identique la réalisation des objectifs de formation visés aux articles 35 et 39 dudit décret;

Que dans l'attente de la définition de ces objectifs de formation, l'article 30 du décret du 3 juillet 1991 a permis au Gouvernement d'autoriser un nombre limité d'établissements à organiser l'alternance pour les années scolaires 1998-1999 et 1999-2000;

Que l'arrêté du 4 janvier 1999 a ainsi permis à 16 établissements de s'engager dans l'expérience;

Que ces établissements souhaitent poursuivre la réalisation sous forme d'alternance;

Qu'actuellement, il n'existe plus aucun cadre juridique le permettant;

Considérant que la plupart des objectifs de formation repris aux articles 35 et 39 du décret du 24 juillet 1997 ont été définis;

Qu'il est donc possible de prendre un arrêté d'application de l'article 49 dudit décret;

Qu'afin d'éviter tout vide juridique contraignant les établissements qui se sont lancés dans l'alternance à modifier leur organisation, il convient que cet arrêté puisse être d'application dès la rentrée scolaire 2000-2001;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 28 juillet 2000 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres;

Après délibération du Gouvernement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique à l'enseignement à horaire réduit qui est dispensé à raison de 600 périodes de 50 minutes réparties sur quarante semaines par an aux élèves réguliers inscrits dans les orientations d'études correspondant aux options de base groupées du répertoire actualisé, et qui est organisé dans les établissements sièges d'un Centre d'Education et de Formation en Alternance ou dans les établissements coopérants.

**Art. 2.** Le cycle supérieur de l'enseignement à horaire réduit organisé conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> est appelé ci-après l'enseignement en alternance.

Cet enseignement comprend d'une part la première et la deuxième années d'études du niveau secondaire supérieur de l'enseignement secondaire professionnel à horaire réduit appelées respectivement cinquième année professionnelle en alternance et sixième année professionnelle en alternance, et d'autre part les septièmes années suivantes :

1° une septième année technique de qualification de l'enseignement en alternance, comprenant au moins quatre périodes hebdomadaires de formation générale y compris la formation personnelle et sociale, et éventuellement la formation à la communication dans une langue étrangère;

2° une septième année professionnelle A de l'enseignement en alternance;

3° une septième année professionnelle B de l'enseignement en alternance, comprenant au moins dix périodes de formation générale y compris la formation personnelle et sociale, et éventuellement la formation à la communication dans une langue étrangère.

**Art. 3.** Pour la formation générale, y compris sociale et personnelle, sont concernés :

1° dans l'enseignement organisé par la Communauté française : les cours de français, d'histoire et de géographie;

2° dans l'enseignement subventionné par la Communauté française : les cours de français, de questions d'actualité, de formation humaine, sociale et familiale et les cours de sciences humaines.

Pour tous les établissements, est aussi obligatoire le cours de mathématique chaque fois que cette discipline est imposée par l'option groupée du plein exercice correspondant au profil de formation poursuivi dans l'enseignement en alternance.

L'objectif d'atteindre un niveau identique de formation n'implique pas la reproduction des cours de l'enseignement de plein exercice. Les cours de la formation générale, y compris la formation sociale et personnelle, et les cours préparant à l'exercice d'une profession pourront se donner de façon intégrée pour valoriser toute l'expérience acquise par le jeune en entreprise.

**Art. 4.** La septième année technique de qualification de l'enseignement en alternance et la septième année professionnelle A de l'enseignement en alternance visées à l'article 2, 1° et 2°, sont sanctionnées par un certificat de qualification.

La septième année professionnelle B de l'enseignement en alternance visée à l'article 2, 3°, est sanctionnée par un certificat de qualification et par le certificat d'enseignement secondaire supérieur susceptible d'homologation.

**Art. 5.** L'organisation de profils de formation sous forme d'un enseignement en alternance est autorisée par le Ministre en charge de l'enseignement secondaire, à condition de rester dans la limite des options reprises dans l'annexe du présent arrêté et après avis des Comités de concertation créés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993.

Les établissements qui souhaitent obtenir cette autorisation introduisent auprès de l'administration un dossier reprenant notamment :

1° les dispositions qui seront mises en œuvre par l'établissement afin d'assurer le niveau des études et satisfaire à l'exigence de l'article 49 du décret du 24 juillet 1997;

2° les documents attestant que l'établissement a pris, par rapport à la formation concernée, des contacts avec des entreprises qui se déclarent prêtes à conclure une convention ou un contrat de travail dans le cadre de la formation en alternance.

**Art. 6.** Peuvent être admis comme élèves réguliers en sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance visée à l'article 2 :

1° les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la cinquième année professionnelle de l'enseignement en alternance dans la même orientation d'études ou dans une orientation d'études correspondante;

2° les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la cinquième année de l'enseignement professionnel de plein exercice dans la même orientation d'études ou dans orientation d'études correspondante;

3° les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la cinquième année de l'enseignement technique de qualification de plein exercice dans une orientation d'études qui correspond à celle de la sixième année professionnelle dans l'enseignement en alternance;

4° les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit au cycle supérieur dans l'enseignement secondaire de type II, la cinquième année de l'enseignement technique ou professionnel dans une section qui correspond à l'orientation d'études de la sixième année professionnelle dans l'enseignement en alternance.

**Art. 7.** Sans préjudice des dispositions de l'article 9, peuvent être admis comme élèves réguliers dans la septième année technique de qualification de l'enseignement en alternance visée à l'article 2 :

1° les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire technique de plein exercice;

2° les élèves qui ont terminé avec fruit la septième année B ou C de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice;

3° les élèves qui ont terminé avec fruit la septième année professionnelle B de l'enseignement en alternance.

**Art. 8.** Sans préjudice des dispositions de l'article 9, peuvent être admis comme élèves réguliers dans la septième année professionnelle A de l'enseignement en alternance ou dans la septième année professionnelle B de l'enseignement en alternance visées à l'article 2 :

1° les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance;

2° les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire de plein exercice.

**Art. 9.** A l'entrée de la septième technique de qualification de l'enseignement en alternance, de la septième professionnelle A de l'enseignement en alternance et de la septième professionnelle B de l'enseignement en alternance, sont exclus les passages d'une orientation d'études de l'enseignement de plein exercice de type I ou de type II vers une orientation non correspondante de l'enseignement en alternance.

Toutefois, pour des raisons particulières et pour des cas individuels, le ministre chargé de l'enseignement secondaire peut déroger aux conditions de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 10.** Un élève termine avec fruit la cinquième année professionnelle de l'enseignement en alternance s'il est jugé capable de poursuivre des études en sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance dans la même orientation d'études ou dans une orientation d'études correspondante.

L'élève qui termine avec fruit la cinquième année professionnelle de l'enseignement en alternance reçoit une attestation A sur laquelle est stipulé que l'élève a terminé l'année avec fruit.

**Art. 11.** Un élève termine avec fruit la sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance, la septième année technique de qualification de l'enseignement en alternance ou la septième année professionnelle A de l'enseignement en alternance s'il a satisfait à l'ensemble de la formation de ladite année et s'il a obtenu son certificat de qualification.

**Art. 12.** Un élève termine avec fruit la septième année professionnelle B de l'enseignement en alternance si, ayant satisfait à l'ensemble de la formation de ladite année et ayant obtenu son certificat de qualification, il est jugé capable de poursuivre ses études dans au moins un des enseignements supérieurs de plein exercice.

**Art. 13.** Le certificat d'enseignement secondaire supérieur susceptible d'homologation est délivré aux élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la septième année professionnelle B de l'enseignement en alternance.

La commission d'homologation, lorsqu'elle examine les certificats d'enseignement secondaire supérieur visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, vérifie également si l'admission en cinquième et sixième années professionnelles de l'enseignement en alternance est régulière.

**Art. 14.** Au terme de la sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance, le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel visé à l'article 24, § 3, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 est délivré aux élèves qui ont terminé ladite année avec fruit.

**Art. 15.** Une attestation d'orientation C est délivrée aux élèves qui ont terminé sans fruit les 5e, 6e et 7e années visées aux articles 10, 11 et 12.

**Art. 16.** Une attestation de fréquentation est délivrée aux élèves qui quittent le Centre d'Education et de Formation en Alternance au cours de l'année scolaire.

**Art. 17.** Le certificat relatif aux connaissances de gestion de base est délivré à l'issue des années d'études visées aux articles 6, 7 et 8 aux élèves qui ont satisfait aux exigences du programme prévu à l'article 6 de l'arrêté royal du 21 octobre 1998 portant exécution du chapitre I<sup>er</sup> du titre II de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante.

**Art. 18.** Les établissements qui transforment une option de base groupée dans l'enseignement de plein exercice en formation en alternance dans le cadre du présent arrêté peuvent demander la suspension de l'option de plein exercice pendant deux ans.

**Art. 19.** Aux articles 17, 18 et 25 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 tel que modifié, les mots « arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999 » sont remplacés par « arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 août 2000 ».

**Art. 20.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999 est abrogé.

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2000 et prend fin le 30 juin 2001.

**Art. 22.** Le Ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 août 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,  
P. HAZETTE

Annexe

Les options pour lesquelles l'arrêté s'applique :

Travaux publics et construction
Menuiserie
Travaux de bureau
Vente-étalage
Mécanique-garage
Parachèvement du bâtiment
Cuisine et restaurant de collectivité
Gros-œuvre
Imprimerie
Installation chauffage central
Carrosserie
Carrelage
Plafonnage
Couvreur
Constructions métalliques — soudage
Sanitaire — chauffage
Mécanique

Coiffure
AFS
Technicien dessinateur en DAO
Traiteur et organisateur de banquets
Elevage — équitation
Electricité
Electricité industrielle
Electricité : équipements industriels
Hôtellerie — restauration
Mécanique industrielle
Arts graphiques
Mécanique : montage entretien
Maintenance des système automatisés industriels

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 août 2000 portant application de l'article 49 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et les structures propres à les atteindre, pour l'année scolaire 2000-2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,  
P. HAZETTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 2460

[C — 2000/29352]

**24 AUGUSTUS 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van artikel 49 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, voor het schooljaar 2000-2001**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan, gewijzigd bij de decreten van 18 maart 1996, 24 juli 1997, 17 juli 1998, 4 januari 1999 en 8 februari 1999;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 1998, 8 februari 1999, 26 april 1999 en 20 juni 2000, inzonderheid op artikel 49;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 17 gewijzigd bij de besluiten van 30 augustus 1989, 15 juli 1996, 4 januari 1999 en 5 mei 1999, op artikel 18 gewijzigd bij de besluiten van 1 juni 1987, 30 augustus 1989, 19 juli 1993, 15 juli 1996 en 4 januari 1999, op artikel 25 gewijzigd bij de besluiten van 24 april 1995, 15 juli 1996, 2 april 1998 en 4 januari 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 juli 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2000;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 49 van het decreet van 24 juli 1997 de Regering ertoe machtigt de verwezenlijking toe te laten van sommige opleidingsprofielen in de vorm van alternerend onderwijs voor zover de specifieke studieprogramma's op dezelfde manier de verwezenlijking van de opleidingsdoelstellingen bedoeld bij de artikelen 35 en 39 van dat decreet waarborgen;

Dat in afwachting van de bepaling van deze opleidingsdoelstellingen, artikel 30 van het decreet van 3 juli 1991 de Regering in staat heeft gesteld een beperkt aantal inrichtingen toe te laten het alternerend onderwijs te organiseren voor de schooljaren 1998-1999 en 1999-2000;

Dat het besluit van 4 januari 1999 aldus 16 inrichtingen de mogelijkheid heeft geboden het experiment bij te treden;

Dat deze inrichtingen de wens uitdrukken de verwezenlijking voort te zetten in de vorm van alternerend onderwijs;

Dat thans geen juridisch kader het nog toelaat;

Overwegende dat het merendeel van de opleidingsdoelstellingen opgenomen in de artikelen 35 en 39 van het decreet van 24 juli 1997 gedefinieerd werden;

Dat het dus mogelijk is een toepassingsbesluit van artikel 49 van dat decreet te nemen;

Dat om elke juridische leemte te voorkomen waardoor de inrichtingen die voor het alternerend onderwijs hebben gekozen, gedwongen worden hun organisatie te wijzigen, dit besluit van toepassing dient te kunnen zijn vanaf de schoolhervatting 2000-2001;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 juli 2000 in toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren;

Na beraadslaging van de Regering,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op het onderwijs met beperkt leerplan dat verstrekt wordt op basis van 600 lestijden van 50 minuten verdeeld over veertig weken per jaar voor de regelmatige leerlingen ingeschreven voor de studierichtingen die overeenstemmen met de gegroepeerde basisopties van het geactualiseerd repertorium, en dat ingericht is in de zetelinrichtingen van een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming of in de meewerkende inrichtingen.

**Art. 2.** De hogere cyclus van het onderwijs met beperkt leerplan ingericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 1 wordt hierna « alternerend onderwijs » genoemd.

Dit onderwijs omvat, enerzijds, de eerste en derde studiejaar van het hoger secundair niveau van het beroepssecundair onderwijs met beperkt leerplan respectievelijk genoemd vijfde beroepsjaar in alternerend onderwijs en zesde beroepsjaar in alternerend onderwijs, en anderzijds, de volgende zevende jaren :

1° een zevende jaar alternerend technisch kwalificatieonderwijs, met minstens vier lestijden per week besteed aan de algemene opleiding met inbegrip van de persoonlijke en maatschappelijke opleiding, en desnoods de opleiding tot communicatie in een vreemde taal;

2° een zevende A beroepsjaar alternerend onderwijs;

3° een zevende B beroepsjaar alternerend onderwijs, met minstens tien lestijden besteed aan de algemene opleiding met inbegrip van de persoonlijke en maatschappelijke opleiding, en desnoods de opleiding tot communicatie in een vreemde taal.

**Art. 3.** Wat de algemene opleiding betreft, met inbegrip van de persoonlijke en maatschappelijke opleiding, worden bedoeld :

1° in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs : de cursussen Frans, geschiedenis en aardrijkskunde;

2° in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs : de cursussen Frans, actualiteit, menselijke, maatschappelijke en gezinsopleiding en de cursussen menswetenschappen.

Voor alle inrichtingen wordt ook de cursus wiskunde verplicht telkens dit vak opgelegd is door de gegroepeerde optie met volledig leerplan overeenstemmend met het gekozen opleidingsprofiel in het alternerend onderwijs.

De doelstelling een gelijk niveau te bereiken impliceert niet dat de cursussen van het onderwijs met volledig leerplan gereproduceerd moeten worden. De cursussen van de algemene opleiding, met inbegrip van de maatschappelijke en persoonlijke opleiding, en de cursussen ter voorbereiding van het uitoefenen van een beroep zullen enkel op een geïntegreerde wijze verstrekt kunnen worden, om de ervaring opgedaan door de jongere in de bedrijfwereld te waarderen.

**Art. 4.** Het zevende jaar alternerend technisch kwalificatieonderwijs en het zevende A beroepsjaar alternerend onderwijs bedoeld bij artikel 2, 1° en 2°, worden bekrachtigd met een kwalificatiegetuigschrift.

Het zevende B beroepsjaar alternerend onderwijs bedoeld bij artikel 2, 3°, wordt bekrachtigd met een kwalificatiegetuigschrift en met een homologeerbaar hoger secundair onderwijs getuigschrift.

**Art. 5.** Toegelaten wordt de opleidingsprofielen in te richten in de vorm van een alternerend onderwijs mits akkoord van de Minister die belast is met het secundair onderwijs, op voorwaarde dat de keuze binnen de perken van de opties opgenomen in de bijlage bij dit besluit blijft en na advies van de Overlegcomités opgericht bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993.

De inrichtingen die deze machtiging wensen te bekomen, moeten een dossier indienen bij het bestuur waarin vermeld staan :

1° de bepalingen die door de inrichting ter uitvoering zullen worden gebracht om het studieniveau te garanderen en om aan de vereiste van artikel 49 van het decreet van 24 juli 1997 te voldoen;

2° de documenten ter staving van het feit dat de inrichting, wat betreft de betrokken opleiding, contacten heeft opgenomen met de bedrijven die zich bereid hebben verklaard een overeenkomst of een arbeidsovereenkomst te sluiten in het kader van de alternerende opleiding.

**Art. 6.** Mogen toegelaten worden als regelmatige leerlingen in het bij artikel 2 bedoeld zesde beroepsjaar alternerend onderwijs :

1° de regelmatige leerlingen die het vijfde beroepsjaar alternerend onderwijs in dezelfde studierichting of in een overeenkomende studierichting met vrucht hebben beëindigd;

2° de regelmatige leerlingen die het vijfde jaar beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan in dezelfde studierichting of in een overeenkomende studierichting met vrucht hebben beëindigd;

3° de regelmatige leerlingen die het vijfde jaar technisch kwalificatieonderwijs in een studierichting hebben beëindigd die overeenstemt met deze van het zesde beroepsjaar alternerend onderwijs;

4° de regelmatige leerlingen die de hogere cyclus van het secundair onderwijs type II, het vijfde jaar technisch of beroepssecundair onderwijs in een afdeling die overeenkomt met de studierichting van het zesde beroepsjaar alternerend onderwijs met vrucht hebben beëindigd.

**Art. 7.** Onverminderd de bepalingen van artikel 9, kunnen worden toegelaten als regelmatige leerling tot het bij artikel 2 bedoeld zevende jaar alternerend technisch kwalificatieonderwijs :

1° de regelmatige leerlingen die het zesde jaar technisch secundair onderwijs met volledig leerplan met vrucht hebben beëindigd;

2° de leerlingen die het zevende jaar B of C beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan met vrucht hebben beëindigd;

3° de leerlingen die het zevende B beroepsjaar alternerend onderwijs met vrucht hebben beëindigd.

**Art. 8.** Onverminderd de bepalingen van artikel 9, kunnen worden toegelaten als regelmatige leerling tot het zevende A beroepsjaar alternerend onderwijs of het bij artikel 2 bedoeld zevende B beroepsjaar alternerend onderwijs :

- 1° de regelmatige leerlingen die het zesde beroepsjaar alternerend onderwijs met vrucht hebben beëindigd;
- 2° de leerlingen die het zesde jaar secundair onderwijs met volledig leerplan met vrucht hebben beëindigd.

**Art. 9.** Bij het toetreden tot het zevende alternerend technisch kwalificatieonderwijs, het zevende A beroepsjaar alternerend onderwijs en het zevende B beroepsjaar alternerend onderwijs worden uitgesloten de overgangen van een studierichting van het onderwijs met volledig leerplan van type I of II naar een niet-overeenstemmende studierichting van het alternerend onderwijs. Om bijzondere redenen en in individuele gevallen, kan de minister belast met het secundair onderwijs echter afwijken van de voorwaarden van lid 1.

**Art. 10.** Een leerling beëindigt met vrucht het vijfde beroepsjaar alternerend onderwijs als hij in staat wordt geacht zijn studies voort te zetten in het zesde beroepsjaar alternerend onderwijs in dezelfde studierichting of in een overeenstemmende studierichting.

De leerling die het vijfde beroepsjaar alternerend onderwijs met vrucht beëindigt, krijgt een A-attest waarop gestipuleerd wordt dat de leerling het jaar met vrucht heeft voltooid.

**Art. 11.** Een leerling voltooit het zesde beroepsjaar alternerend onderwijs, het zevende alternerend technisch kwalificatieonderwijs of het zevende A beroepsjaar alternerend onderwijs met vrucht indien hij aan het geheel van de opleiding voor genoemd jaar heeft voldaan en indien hij zijn kwalificatiegetuigschrift heeft behaald.

**Art. 12.** Een leerling voltooit met vrucht het zevende B beroepsjaar alternerend onderwijs indien hij, nadat hij aan het geheel van de opleiding voor het genoemd jaar heeft voldaan en hij zijn kwalificatiegetuigschrift heeft bekomen, in staat wordt geacht zijn studies voort te zetten in minstens één van de hogere onderwijsvormen met volledig leerplan.

**Art. 13.** Het homologeerbaar getuigschrift hoger secundair onderwijs wordt uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die het zevende B beroepsjaar alternerend onderwijs met vrucht hebben beëindigd.

De Commissie voor homologatie, wanneer ze de bij lid 1 bedoelde getuigschriften hoger secundair onderwijs onderzoekt, controleert ook of de toelating tot het vijfde en zesde beroepsjaar alternerend onderwijs regelmatig is.

**Art. 14.** Op het einde van het zesde beroepsjaar alternerend onderwijs, wordt het studiegetuigschrift zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs uitgereikt aan de leerlingen die dat jaar met vrucht hebben voltooid.

**Art. 15.** Er wordt een C-richtingsattest uitgereikt aan de leerlingen die de vijfde, zesde en zevende jaren bedoeld bij de artikelen 10, 11 en 12 zonder vrucht hebben beëindigd.

**Art. 16.** Er wordt een schoolzoekattest uitgereikt aan de leerlingen die het Centrum voor alternerend onderwijs en opleiding verlaten tijdens het schooljaar.

**Art. 17.** Het getuigschrift met betrekking tot de basisvaardigheden inzake beheer wordt uitgereikt op het einde van de studiejaren bedoeld bij de artikelen 6, 7 en 8 aan de leerlingen die aan de vereisten van het programma bedoeld bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 21 oktober 1998 tot uitvoering van Hoofdstuk I van Titel II van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap hebben voldaan.

**Art. 18.** De inrichtingen die een basisoptie gegroepeerd in het onderwijs met volledig leerplan tot een alternerende opleiding in het kader van dit besluit omvormen, kunnen de schorsing vragen van de optie met volledig leerplan gedurende twee jaar.

**Art. 19.** In de artikelen 17, 18 en 25 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 zoals gewijzigd, worden de woorden « besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 » vervangen door de woorden « besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2000 ».

**Art. 20.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 wordt opgeheven.

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2000 en neemt een einde op 30 juni 2001.

**Art. 22.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Secundair Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 augustus 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,  
P. HAZETTE

—  
Bijlage

De opties waarop het besluit van toepassing is :

Openbare werken en bouwbedrijf
Timmerwerk
Bureauwerken
Verkoop-etalage
Mechanica-garage
Voltooiing van het gebouw
Keuken en restaurant voor collectiviteiten
Ruwbouw
Drukkunst

Installatie centrale verwarming
Carrosserie
Tegelbedekking
Plafonnering
Dakwerker
Metaalbouw-laswerk
Sanitair-verwarming
Mechanica
Kappersvak
Gezins- en maatschappelijk medewerker
Technicus tekenaar computergestuurde tekening
Traiteur en banketinrichter
Veeteelt en rijkunst
Elektriciteit
Industriële elektriciteit
Elektriciteit : industriële uitrustingen
Hotelwezen-restaurantbedrijf
Industriële mechanica
Grafische kunsten
Mechanica : montage onderhoud
Behoud van de industriële geautomatiseerde systemen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2000 houdende toepassing van artikel 49 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, voor het schooljaar 2000-2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,  
P. HAZETTE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 2461

[C — 2000/27418]

#### 14 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des statuts modifiés de la Société wallonne du Logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement, notamment l'article 86, § 5;

Vu la décision de l'assemblée générale de la Société wallonne du Logement, en date du 28 juin 2000,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La dernière phrase de l'article 25, § 5, des statuts de la Société wallonne du Logement est remplacée par un nouveau paragraphe libellé comme suit :

« Sous leur responsabilité, ils peuvent déléguer ces pouvoirs :

1° à des agents de la Société, revêtus du grade de directeur ou d'un grade plus élevé;

2° à toute(s) autre(s) personne(s), pouvant agir séparément, pour autant qu'elle(s) soi(en)t désignée(s) dans un mandat spécial, pouvant être établi en brevet. »

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 28 juin 2000.

Namur, le 14 septembre 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN